

Etablissement support du GHT  
2 rue Henri Le Guilloux – 35033 Rennes cedex 9

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES  
(CCAP)  
COMMUN A TOUS LES LOTS**

**MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES**

La procédure de consultation utilisée est la suivante :  
**Appel d'offres ouvert en application des articles L2124-2, R2124-2, 1° et R2161-2 à R2161-5 du Code de la Commande Publique**

**Procédure N° 2025AF03**

**REALISATION ET REPARATION DE PROTHESES DENTAIRES SUR MESURE**

# SOMMAIRE

<b>CHAPITRE 1 - GENERALITES .....</b>	<b>5</b>
Article 1 - Objet du marché public.....	5
Article 2 - Description du marché public .....	5
2.1 - Procédure de passation .....	5
2.2 - Etendue – Décomposition en lots.....	5
2.3 - Forme du marché public et des prix .....	5
2.4 - Options (au sens communautaire) .....	6
2.5 - Sous-traitance.....	6
Article 3 - Durée du marché public.....	7
Article 4 - Pièces constitutives du marché public .....	8
4.1 - Référence au CCAG.....	8
4.2 - Pièces constitutives .....	8
Article 5 - Obligations générales du titulaire .....	8
5.1 - Changements affectant le titulaire .....	8
5.2 - Discrétion et confidentialité, protection des données à caractère personnel .....	9
5.3 - Assurances .....	9
<b>CHAPITRE 2 - CONDITIONS D'EXECUTION .....</b>	<b>9</b>
Article 6 - Conditions d'exécution .....	9
6.1 - Commandes .....	9
6.2 - Délai d'exécution .....	10
6.3 - Prolongation des délais.....	10
6.4 - Transport et déchargement.....	10
6.5 - Livraisons .....	11
6.6 - Emballage .....	11
6.7 - Délai de péremption .....	12
6.8 - Qualité des fournitures et prestations .....	12
6.9 - Clause de reprise .....	12
6.10 - Modifications des conditions du marché public en cours d'exécution .....	12
6.11 - Développement durable.....	13
<b>CHAPITRE 3 - CONSTATATION DE L'EXECUTION .....</b>	<b>13</b>
Article 7 - Modalités de vérification .....	13
Article 8 - Traitement des événements indésirables .....	14
Article 9 - Garantie .....	14
<b>CHAPITRE 4 - PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES.....</b>	<b>14</b>
Article 10 - Contenu et caractéristiques des prix .....	14
10.1 - Forme des prix .....	14
10.2 - Contenu des prix.....	14
10.3 - Prix de référence .....	14
10.4 - Variation des prix.....	14
10.5 - Ristourne sur chiffre d'affaires de la période .....	15
10.6 - Offres de prix promotionnelles.....	15
Article 11 - Modalités de règlement des comptes .....	15
11.1 - Facturation.....	15
11.2 - Règlement.....	16
11.3 - Titre de recette de la ristourne de fin de période .....	16
Article 12 - Titulaire étranger .....	17
Article 13 - Nantissement et cession de créance.....	17
Article 14 - Avance.....	17
Article 15 - Pénalités.....	17
15.1 - Pénalités de retard .....	17
15.2 - Autres pénalités.....	18
Article 16 - Propriété Intellectuelle .....	18
Article 17 - Résiliation du marché public.....	18
17.1 - Motifs de résiliation.....	18

17.2 - Indemnités de résiliation .....	18
Article 18 - Exécution aux frais et risques du titulaire .....	19
18.1 - En cas de rupture d'approvisionnement en cours d'exécution du marché public .....	19
18.2 - Après résiliation prononcée aux torts du titulaire.....	19
Article 19 - Litiges / Recours .....	19
Article 20 - Dérogations aux documents généraux .....	19

## Préambule

Afin de leur permettre de mettre en place une stratégie de prise en charge publique commune et graduée du patient dans le but d'assurer une égalité d'accès à des soins sécurisés et de qualité, les établissements parties se constituent en un Groupement Hospitalier de Territoire (GHT).

En application du décret n° 2016-524 du 27 avril 2016 relatif aux groupements hospitaliers de territoire et du décret n° 2017-701 du 2 mai 2017 relatif aux modalités de mise en œuvre des activités, fonctions et missions mentionnées à l'article L. 6132-3 du code de la santé publique, au sein des groupements hospitaliers de territoire, une convention constitutive a été signée le 30 juin 2016. Elle désigne le Centre Hospitalier universitaire de Rennes comme établissement support du GHT « Haute-Bretagne ».

Ce GHT est composé des établissements suivants :

- le CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE RENNES,
- le CENTRE HOSPITALIER DE BROCELIANDE,
- le CENTRE HOSPITALIER DE FOUGERES,
- le CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL REDON-CARENTOIR,
- le CENTRE HOSPITALIER DE VITRE,
- le CENTRE HOSPITALIER DE LA GUERCHE DE BRETAGNE,
- le CENTRE HOSPITALIER LE GRAND-FOUGERAY,
- le CENTRE HOSPITALIER DES MARCHES DE BRETAGNE,
- le CENTRE HOSPITALIER DE LA ROCHE AUX FEES,
- le CENTRE HOSPITALIER GUILLAUME REGNIER.

### **Seuls les établissements suivants sont concernés par le présent marché public :**

- le CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE RENNES,
- le CENTRE HOSPITALIER DE LA ROCHE AUX FEES,
- le CENTRE HOSPITALIER GUILLAUME REGNIER.

Ainsi, il est confié au CHU de Rennes la fonction d'assurer, pour le compte des établissements parties concernés, la passation du marché public ainsi que certaines missions liées à l'exécution (décision de reconduction, conclusion d'avenant, décision de résiliation).

Les spécificités de chaque établissement partie sont précisées dans les pièces du marché public.

Toutes les autres missions de la phase d'exécution des marchés publics relèvent de chaque établissement partie. L'exécution du marché public couvre son régime financier (le recours, le cas échéant, à la sous-traitance, la gestion et l'émission des commandes passées au titre des marchés publics, la vérification du service fait, le règlement, le versement d'avances et d'acomptes, la liquidation et le mandatement des factures, ...).

De ce fait, dans cette consultation, le terme « CHU de de Rennes » désigne l'établissement support du Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) « Haute-Bretagne ».

## CHAPITRE 1 - GENERALITES

### Article 1 - Objet du marché public

La présente consultation a pour objet la réalisation et la réparation de prothèses dentaires :

- pour le Centre de Soins Dentaires du CHU de Rennes, qui, compte tenu de leur volume, ne peuvent être pris en charge par le laboratoire de prothèses interne ;
- pour le centre pénitentiaire pour femmes de Rennes et le centre pénitentiaire pour hommes de Rennes-Vezin-Le-Coquet pour lesquels le CHU de Rennes a la mission d'assurer ces soins ;
- pour le centre bucco-dentaire du CH de la Roche aux Fées ;
- pour le centre bucco-dentaire du CHGR.

Dans le cadre de cette consultation, les dispositifs concernés se divisent en deux catégories ; les prothèses et les orthèses. Les prothèses, qui remplacent une partie du corps manquante ou endommagée, constituent les principaux lots.

En complément, un lot est spécifiquement réservé aux orthèses d'orthodontie (orthopédie dentofaciale - ODF), dispositifs médicaux qui compensent, assistent et stabilisent une partie de la mâchoire. Afin de simplifier la lecture des documents et d'assurer une bonne compréhension, le terme « prothèse » englobe également la notion d'« orthèse » dans les description techniques et administratives.

### Article 2 - Description du marché public

#### 2.1 - Procédure de passation

Le présent marché public est conclu au terme d'un appel d'offres ouvert en application des articles L2124-2, R2124-2, 1° et R2161-2 à R2161-5 du Code de la Commande Publique.

#### 2.2 - Etendue – Décomposition en lots

##### 2.2.1 - Décomposition en lots

La présente consultation est allotie et comporte 4 lots.

LOT 1	Prothèses adjointes
LOT 2	Prothèses maxillo-faciales
LOT 3	Prothèses conjointes
LOT 4	Orthopédie Dento Faciale / Orthodontie (ODF)

Le présent CCAP est commun à tous les lots.

##### 2.2.2 - Etendue

L'ensemble des fournitures pouvant être commandées sont décrites au cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et au bordereau des prix unitaires du lot concerné.

#### 2.3 - Forme du marché public et des prix

##### 2.3.1 - Forme du marché public

Le marché public est un accord-cadre qui fixe toutes les stipulations contractuelles. Il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande dans les conditions fixées aux articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique.

L'accord-cadre est conclu sans minimum et avec maximum exprimé en valeur pour toute sa durée de validité au sens de l'article R2162-4, 2° du code de la commande publique.

Montant maximum pour toute la durée du marché public :

N° LOT	Désignation	Montant € H.T.
LOT 1	Prothèses adjointes	2 400 000€
LOT 2	Prothèses maxillo-faciales	1 200 000€
LOT 3	Prothèses conjointes	1 240 000€
LOT 4	Orthopédie Dento Faciale / Orthodontie (ODF)	400 000€

Le marché public est multi-attributaires.

Le marché public sera attribué à un maximum de titulaires, comme indiqué dans le tableau ci-dessous, sous réserve d'un nombre suffisant de candidats et d'offres. Le volume annuel des commandes ainsi que leurs spécificités rendent en effet impossible leur exécution par un seul titulaire dans les délais souhaités.

N° LOT	Désignation	Nombre de titulaires maximum
LOT 1	Prothèses adjointes	3
LOT 2	Prothèses maxillo-faciales	3
LOT 3	Prothèses conjointes	3
LOT 4	Orthopédie Dento Faciale / Orthodontie (ODF)	2

L'attribution des bons de commande entre les différents titulaires est réalisée selon la méthode dite de la « cascade ».

- La demande est formulée par l'établissement partie concerné auprès du titulaire n° 1, à savoir le titulaire classé en 1er à l'issue de la mise en concurrence ; cette demande indique la nature, le volume des travaux et leur date impérative de livraison. Le titulaire doit, dans un délai de 4 heures ouvrées pour les lots 1, 2 et 3, et de 48 heures ouvrées pour le lot 4, informer l'établissement partie concerné s'il n'est pas en mesure de répondre à la demande. À défaut de réponse dans ce délai, l'établissement partie considérera la demande de travaux comme acceptée.
- En cas d'incapacité du titulaire classé 1<sup>er</sup>, l'établissement partie concerné consulte le titulaire classé en 2ème à l'issue de la mise en concurrence ;
- Puis s'adresse au titulaire classé 3ème, en cas d'incapacité du titulaire classé 2ème dans le même délai.

### **2.3.2 - Forme des prix**

Le marché public est traité à prix unitaires fixés dans le bordereau des prix unitaires (BPU) du lot concerné.

## **2.4 - Options (au sens communautaire)**

Au sens du droit communautaire, les options sont les suivantes :

- Le marché public comporte des reconductions ;
- Le CHU de Rennes se réserve la possibilité de recours ultérieur à une procédure sans publicité ni mise en concurrence préalables, pour des livraisons complémentaires exécutées par le fournisseur initial au sens de l'article R2122-4, 1° du code de la commande publique.

## **2.5 - Sous-traitance**

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché public, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le maître d'ouvrage et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies au CCAG-FCS.

Le paiement direct du sous-traitant est obligatoire pour les prestations sous-traitées supérieures ou égales à 600 € TTC.

Le formulaire « déclaration de sous-traitance » (DC4) est préconisé. Il contient tous les éléments nécessaires à l'agrément du sous-traitant.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché public aux frais et risques du titulaire du marché public.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché public, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial et de la DC2, une déclaration sur l'honneur du sous-traitant indiquant:

- a) ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues par les articles suivants du code pénal : 222-38, 222-40, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 421-2-1, 2<sup>ème</sup> alinéa de l'article 421-5, 433-1, 2<sup>ème</sup> alinéa de l'article 433-2, 8<sup>ème</sup> alinéa de l'article 434-9, 2<sup>ème</sup> alinéa de l'article 434-9-1, 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 1er et 2<sup>ème</sup> alinéas de l'article 441-8, 441-9, 445-1 et 450-1 ; ou ne pas avoir fait l'objet d'une condamnation pour une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne ;
- b) ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans d'une condamnation définitive pour l'infraction prévue par l'article 1741 du code général des impôts ou une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne ;
- c) ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1 et L. 8251-1 du code du travail ou des infractions de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne ;
- d) ne pas être en état de liquidation judiciaire ou ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;
- e) ne pas être déclaré en état de faillite personnelle ou ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;
- f) ne pas être admis au redressement judiciaire ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, sans justifier d'une habilitation à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre
- g) avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou s'être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement ;
- h) être en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1, L. 5212-2, L. 5212-5 et L. 5212-9 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;
- i) que le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail (dans le cas où les candidats emploient des salariés, conformément à l'article D. 8222-5-3° du code du travail), pour le candidat individuel ou membre du groupement établi en France ;
- j) fournir à ses salariés des bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R. 3243-1 du code du travail, ou des documents équivalents, pour le candidat individuel ou membre du groupement établi ou domicilié à l'étranger ;
- k) que les renseignements fournis en annexe de l'acte spécial sont exacts.

### **Article 3 - Durée du marché public**

Le marché public est conclu pour une période initiale de UN (1) an à compter de sa date de notification au titulaire.

Le marché public peut ensuite être reconduit TROIS (3) fois par période successive de UN (1) an et pour une durée de validité maximale de QUATRE (4) ans.

Cette reconduction est tacite (ceci signifie que le silence gardé par le CHU de Rennes reconduit automatiquement le marché public).

Dans ce cadre, le titulaire du marché public ne pourra pas refuser la reconduction selon les dispositions de l'article R2112-4 du code de la commande publique.

Par contre, le CHU de Rennes se réserve la possibilité de ne pas reconduire le marché public, et ceci sans indemnités pour le titulaire.

La décision de non reconduction sera expressément notifiée sous préavis de TROIS (3) mois par lettre recommandée avec accusé de réception ou télécopie avant la fin de la période en cours.

## **Article 4 - Pièces constitutives du marché public**

### **4.1 - Référence au CCAG**

Pour toute disposition à laquelle il n'est pas formellement dérogé dans le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières, le titulaire sera soumis aux dispositions du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 publié au JORF du 1<sup>er</sup> avril 2021.

### **4.2 - Pièces constitutives**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces constitutives du marché public sont, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement du lot concerné, daté et signé par un représentant ayant pouvoir pour engager la société et le CHU de Rennes, et son annexe :
  - Annexe n°1: le bordereau des prix unitaires (BPU) du lot concerné ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières commun à tous les lots et ses annexes :
  - Annexe n°1 : Clauses de mise en conformité RGPD ;
  - Annexe n°2 : Conditions de livraisons, liste des comptables assignataires ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) commun à tous les lots et son annexe :
  - Annexe n°1 : Fiche de laboratoire pour le CHU de Rennes ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services) ;
- Le mémoire technique du titulaire comprenant notamment :
  - Le cadre de réponses ;
  - Le document complétant le cadre de réponses, le cas échéant ;
- Le guide ANSM général de mise sur le marché de dispositifs médicaux sur mesure (07/05/2012) ;
- Le guide ANSM de mise sur marché de dispositifs médicaux sur mesure appliqué au secteur dentaire (07/05/2012).

Le marché public s'exécute par les pièces désignées ci-dessus et les bons de commande.

## **Article 5 - Obligations générales du titulaire**

### **5.1 - Changements affectant le titulaire**

Le titulaire s'engage à informer les établissements parties de tout changement survenant au cours de la période d'exécution du marché public, affectant :

- la personne ayant qualité pour le représenter ;
- la forme de l'entreprise ;
- la raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination ;
- son adresse ou son siège social ;
- la cession d'une ou de différentes activités ;
- l'acquisition d'une nouvelle activité ;
- son adresse bancaire.

Il leur fait parvenir, le cas échéant, un extrait K Bis du registre du Commerce, une photocopie de l'extrait du Journal des Annonces Légales et Juridiques et un RIB.

Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation.

Le paiement des factures est suspendu tant que les établissements parties ne sont pas en possession des documents nécessaires, ou jusqu'à la notification d'un éventuel avenant.



## 5.2 - Discrétion et confidentialité, protection des données à caractère personnel

Le titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché public.

Le titulaire s'engage à appliquer les clauses du Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) décrit dans l'annexe 1 du présent CCAP.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel, préposé et éventuel sous-traitant.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché public peut être résilié aux torts du titulaire sans aucune possibilité de dédommagement.

L'article 5.2 du CCAG-FCS est applicable, s'agissant de la protection des données à caractère personnel.

## 5.3 - Assurances

Le titulaire doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la date de notification du marché public et avant tout début d'exécution de celui-ci, ou à tout moment sur demande des établissements parties, d'une assurance garantissant sa responsabilité civile pour les dommages de toute nature causés aux biens et aux personnels des établissements parties concernés, ainsi qu'aux tiers et à leurs biens :

- par son personnel salarié ;
- par ses matériels ;
- du fait de l'exécution du marché public avant et après admission des prestations.

# CHAPITRE 2 - CONDITIONS D'EXECUTION

## Article 6 - Conditions d'exécution

### 6.1 - Commandes

La demande de travaux via la fiche de Laboratoire signée du praticien référent de l'établissement partie vaut bon de commande. Elle est transmise avec les empreintes du patient ou dématérialisée s'il s'agit d'empreintes numériques.

La liste des praticiens référents de chaque établissement partie est transmise au titulaire à la notification du marché public. Cette liste est mise à jour et communiquée tous les ans.

#### 6.1.1 - Répartition des bons de commandes

Les modalités d'attribution des demandes de travaux entre les différents titulaires sont mentionnées à l'article 2.3.1 du présent CCAP.

#### 6.1.2 - Emission des bons de commande

Les bons de commande sont émis par les établissements parties concernés, au fur et à mesure de leurs besoins. Ils sont signés par leur Directrice Générale / Directeur ou la personne ayant reçu délégation de signature.

Ces bons adressés par un portail de commandes (Hospitalis), font apparaître les informations suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du titulaire,
- Le numéro de la commande / fiche de laboratoire,
- Le numéro du marché public,
- Le lieu de livraison,
- La date de livraison souhaitée,
- La désignation du produit,
- la quantité commandée,
- Le prix unitaire net HT,
- Le taux et le montant de la T.V.A.,
- Le montant TTC de la commande.

Seules les commandes passées par le représentant de l'établissement partie concerné donnent lieu à paiement des factures correspondantes.

L'émission des bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité du marché public. Leur durée d'exécution est fixée conformément aux conditions habituelles d'exécution des prestations faisant l'objet du marché public. Les établissements parties concernés ne peuvent cependant retenir une date d'émission et une durée d'exécution de ces bons de commande telles que l'exécution du marché public se prolonge au-delà de la date limite de validité du marché public dans des conditions qui méconnaissent l'obligation d'une remise en concurrence périodique des opérateurs économiques.

Les établissements parties concernés confient au Titulaire, pendant toute la durée de validité du marché public, l'exécution de la totalité des prestations définies, suivant les commandes faites au fur et à mesure de leurs besoins.

Seules les demandes de travaux signées par une personne habilitée donneront lieu à paiement des factures correspondantes.

Les demandes de travaux peuvent être émises jusqu'au dernier jour de validité du marché public.

#### **6.1.3 - Modification d'un bon de commande**

En cas de modification du contenu d'un bon de commande, un rectificatif est notifié au titulaire. Si en cours d'exécution il s'avère nécessaire de modifier les termes d'un bon de commande, l'accord du titulaire et de l'établissement partie concerné sur les modifications à apporter se traduit par un échange écrit qui est annexé au bon de commande concerné.

#### **6.1.4 - Annulation d'un bon de commande**

Les établissements parties concernés peuvent, à tout moment, pour motif d'intérêt général, annuler un bon de commande. Si le bon de commande est en cours d'exécution, le titulaire est rémunéré, après constat contradictoire et état des lieux, des prestations effectuées, à l'exclusion de toute autre indemnisation.

### **6.2 - Délai d'exécution**

Le titulaire s'engage à respecter les délais d'exécution indiqués au présent CCAP, au CCTP et sur la fiche de Laboratoire / bon de commande.

Si le délai ou la date limite de livraison sont dépassées, le titulaire encourt des pénalités telles que prévues au présent CCAP.

### **6.3 - Prolongation des délais**

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée au titulaire, lorsqu'une cause n'engageant pas sa responsabilité fait obstacle à l'exécution de la commande, dans le délai contractuel fixé par les documents du marché.

Elle fait l'objet d'une demande écrite auprès des établissements parties concernés, dans les conditions fixées par l'article 13.3 du CCAG-FCS.

En outre, les établissements parties concernés peuvent eux-mêmes accorder une prolongation de ce délai, s'ils ont connaissance d'une cause qui leur est imputable et qui fait obstacle à la livraison.

Cette prolongation est accordée au titulaire par écrit.

En outre, les dispositions de l'article 21.5 du CCAG-FCS obéissent aux mêmes règles.

### **6.4 - Transport et déchargement**

Le conditionnement doit être adapté aux charges et normes de sécurité des produits et matériels contenus afin de faciliter la manutention et le stockage.

Conformément à l'article 20.3 du CCAG-FCS, le titulaire est responsable du transport de ses produits, et il en assure les risques afférents jusqu'au lieu de destination.

Il demeure responsable des avaries survenant au cours des opérations de conditionnement, d'emballage, de chargement, d'arrimage et de déchargement qui pourraient être commises lors des opérations de livraison.

Il est également responsable du transporteur qu'il a choisi et de toutes les avaries de livraison qui surviendraient du propre fait de ce dernier.

Le déchargement de la marchandise doit être fait par le transporteur, sous la responsabilité du titulaire.

## **6.5 - Livraisons**

### **6.5.1 - Conditions de livraisons**

La livraison doit être accompagnée :

- d'un bordereau de transport (BT) à présenter par le transporteur indiquant le nombre de colis, leur poids total et leur destinataire.

Les établissements parties se réservent le droit de refuser la réception des produits si dans les documents fournis par le transporteur du fournisseur, une telle mention n'apparaît pas.

- d'un bon de livraison (BL) indiquant le détail des produits livrés.

Les informations essentielles devant figurer sur le BL sont les suivantes :

- le numéro de commande / numéro de la fiche de laboratoire,
- le nom du fournisseur,
- la date d'expédition,
- le lieu de livraison,
- la référence du produit (et pas seulement le code Article), en tout point identique à celle figurant sur l'offre de prix, sur la facture, et sur l'emballage du produit,
- la quantité livrée,
- les coordonnées du demandeur

Les établissements parties se réservent le droit de refuser la réception des produits si les documents fournis par le transporteur du fournisseur sont incomplets ou manquants.

Les conditions de livraisons des produits doivent avoir lieu selon les modalités exprimées à l'annexe 2 du présent CCAP - Conditions de livraison et comptes assignataires.

### **6.5.2 - Horaires et lieux de livraisons**

Les conditions de livraisons des produits doivent avoir lieu selon les modalités exprimées à l'annexe 2 du présent CCAP - Conditions de livraison et comptes assignataires.

### **6.5.3 - Difficultés de livraisons**

En cas d'impossibilité de livraison totale ou partielle, ou de modification de tout élément de la commande, le titulaire doit en aviser au préalable et sans délai l'émetteur de la commande identifié sur le bon de commande. Celui-ci prend toutes dispositions nécessaires, dans l'intérêt des établissements parties, éventuellement :

- en acceptant de différer la livraison ;
- en acceptant un produit de substitution proposé par le titulaire ;
- en recherchant un produit de substitution ;
- voire en annulant la commande.

Toute livraison qui ne serait pas effectuée conformément aux stipulations du présent article peut être retournée au titulaire à ses frais.

En cas de retour de marchandise, pour non-conformité liée notamment à son étiquetage, à son adressage, à un évènement lié à la matériovigilance, à un retrait de lot ou tout autre évènement lié exclusivement aux produits, l'ensemble des frais de retour des produits concernés, l'enlèvement, le transport, les droits et taxes sont à la charge exclusive du titulaire.

## **6.6 - Emballage**

Le titulaire fournit les emballages et conditionnement de transport. La qualité des emballages doit être appropriée à la nature des produits, aux conditions et modalités de transport. Elle est de la responsabilité du titulaire. Les emballages doivent être conformes aux exigences indiquées dans les spécifications du CCTP.

Concernant l'enlèvement des travaux prothétiques à destination du titulaire, si le titulaire ne met pas à disposition un emballage en amont, il est à la charge des établissements parties.

Les conditionnements définis et retenus par le titulaire doivent être rigoureusement respectés pendant la durée d'exécution du marché. Ils doivent être conformes aux exigences indiquées dans les spécifications du CCTP. En dérogation à l'article 20.2.2 du CCAG-FCS, les emballages non réutilisables restent la propriété des établissements parties.

Le titulaire utilise, dans la mesure du possible, des contenants réutilisables, recyclés, recyclables, ou réemployés. Il veille également, dans la mesure du possible, à en réduire les quantités, en volume et en poids et à limiter au maximum l'utilisation de suremballages.

Le titulaire doit, sur simple demande de l'établissement partie, produire tout document permettant de justifier l'utilisation de ce type de contenants, les conditions de réutilisation et les filières de recyclage.

## **6.7 - Délai de péremption**

NA

## **6.8 - Qualité des fournitures et prestations**

Les fournitures et prestations sont conformes aux spécifications techniques décrites dans le CCTP et dans l'offre du titulaire. Celui-ci s'engage à ce que l'ensemble de ces prestations soient de qualité équivalente pendant toute la période d'exécution du marché public. **Par ailleurs, il est attendu un niveau de qualité identique au niveau fourni lors des travaux tests.**

Le titulaire peut être convié tous les six (6) mois pour une réunion de bilan d'activité et de qualité de prestation. Si des dysfonctionnements sont constatés, l'établissement partie notifie ce constat au titulaire par écrit qui a pour obligation de fournir un plan d'actions de retour à la normale sous un (1) mois.

Ces obligations s'appliquent également à toute fourniture et prestation de remplacement ou de substitution mentionnée à l'article 6.10.2 du présent CCAP.

## **6.9 - Clause de reprise**

NA

## **6.10 - Modifications des conditions du marché public en cours d'exécution**

### **6.10.1 - Modifications du marché public**

La liste des cas de modifications du marché public en cours d'exécution est indiquée aux articles R. 2194-1 à R. 2194-9 du code de la commande publique.

### **6.10.2 - Evolution des produits du marché public**

Le bordereau des prix unitaires en annexe 1 à l'Acte d'Engagement peut être modifié dans les conditions suivantes et selon les règles fixées au Code de la commande publique :

- En cas d'arrêt de fabrication ou de commercialisation de produits durant la période d'exécution du marché public et commercialisation de produits de remplacement, même de technologie plus avancée, le titulaire propose de fournir ces nouveaux produits, au prix définis dans le cadre du marché public initial. En cas de désaccord, le CHU de Rennes se réserve le droit de résilier le marché public, sans que cette résiliation n'ouvre droit à indemnité pour le titulaire ;
- En cas de problèmes temporaires d'approvisionnement pendant la durée du marché public, le titulaire peut proposer un produit de remplacement, sous réserve que le prix du produit de substitution palliant la rupture d'approvisionnement ne soit pas supérieur au prix fixé dans le cadre du marché initial. Cette disposition s'applique sans préjudice de la possibilité pour le CHU de Rennes de résilier le marché public, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité ;
- En cas de nouveau besoin, le titulaire propose de fournir les nouveaux produits, sous réserve que les prix nouveaux se rattachent à une famille de prix existante et aient un lien direct avec l'objet du marché public ;
- Dans l'hypothèse où certaines références du BPU s'avèreraient inadaptées, obsolètes ou inefficaces, il peut être demandé de nouvelles références en substitution ;

- En cas d'apparition de produits innovants similaires/substituables à ceux commandés dans le marché public initial, ce dernier peut alors être modifié après justification du titulaire de l'innovation des nouveaux modèles proposés et après acceptation par l'acheteur du devis proposé par le titulaire.

Toute opération de substitution de produit doit impérativement recueillir l'accord préalable écrit de l'établissement support.

#### **6.10.3 - Cas de changement de statuts des produits de santé**

NA

### **6.11 - Développement durable**

Le titulaire est soumis au respect des obligations environnementales définies ci-après :

- Gestion des Déchets : le titulaire doit mettre en place des mesures visant à minimiser la production de déchets générés par le présent marché, favoriser le recyclage et adopter des pratiques respectueuses de l'environnement conformément aux normes en vigueur.
- Transparence et Reporting : l'établissement partie peut demander au titulaire de fournir des rapports sur ses initiatives en matière de développement durable, y compris les progrès réalisés dans la réduction de l'empreinte carbone dans le cadre du présent marché.

Cette clause vise à intégrer des préoccupations de durabilité tout au long de la chaîne d'approvisionnement, encourageant ainsi un partenariat éthique et responsable entre le titulaire et les établissements parties.

## **CHAPITRE 3 - CONSTATATION DE L'EXECUTION**

### **Article 7 - Modalités de vérification**

Les opérations de vérification ayant pour objet de contrôler la conformité des fournitures ou prestations avec les spécifications du marché et les décisions après vérification sont effectuées dans les conditions prévues par les articles 27 à 30 du CCAG-FCS.

En dérogation à l'article 27.3 du CCAG-FCS, les opérations de vérification se déroulent en l'absence du titulaire ou de son représentant, sauf si celui-ci a fait part aux établissements parties de sa volonté expresse d'y participer.

#### **7.1.1 - Vérification quantitative**

Les opérations de vérification quantitative ont pour objet de contrôler la conformité entre la quantité livrée et celle indiquée sur le bon de commande.

Lorsque la quantité n'est pas conforme à la commande, l'établissement partie met en demeure le titulaire :

- Soit de reprendre immédiatement l'excédent si la livraison dépasse la commande,
- Soit de compléter la livraison sous 48H, à concurrence de la quantité totale prévue à la commande.

#### **7.1.2 - Vérification qualitative**

Les opérations de vérification qualitative ont pour objet de contrôler la conformité des fournitures avec les spécifications du marché public. A défaut, l'échange est exigé.

A l'issue des opérations de vérification, l'établissement partie prend la décision d'admission, d'ajournement, ou de rejet.

L'établissement partie s'engage à effectuer les vérifications dans un délai de 15 jours ouvrés à compter de la date de livraison. Passé ce délai, la décision d'admission des fournitures est réputée acquise.

Dans tous les cas, les décisions d'admission sont prises sous réserve des vices cachés.

## **Article 8 - Traitement des évènements indésirables**

Tout dysfonctionnement ou évènement indésirable du produit, survenant lors de l'utilisation, fait l'objet d'une instruction par l'acheteur responsable des achats et d'une déclaration du correspondant local de matériovigilance auprès du titulaire.

En fonction du degré de criticité, le correspondant signale l'incident à l'ANSM (Agence Nationale de Sécurité du Médicament et des Produits de Santé), en application des articles R5212-1 à R5212-3 du Code de la Santé Publique.

## **Article 9 - Garantie**

Les fournitures et prestations sont garanties contre tout vice de fabrication, défaut de matière, ou défaut de fonctionnement pendant le délai d'utilisation indiqué sur les emballages d'origine, à compter de la date d'admission des fournitures ou prestations ou pendant le délai défini par les autorités sanitaires.

Le délai de garantie, conforme à la réglementation en vigueur, est précisé au mémoire technique du titulaire (Cadre de Réponses).

En cas de non-respect de cette obligation, les fournitures sont retournées en port dû.

Tout produit défectueux ou non conforme à la prescription ou aux empreintes est remplacé gratuitement.

# **CHAPITRE 4 - PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES**

## **Article 10 - Contenu et caractéristiques des prix**

### **10.1 - Forme des prix**

Le marché public est traité à prix unitaires.

Ces prix unitaires figurent au bordereau des prix unitaires en annexe n°1 de l'acte d'engagement du lot concerné.

Les prestations seront rémunérées par application, aux quantités réellement exécutées, des prix figurant au bordereau des prix unitaires du lot concerné.

### **10.2 - Contenu des prix**

Les prix sont réputés comprendre l'ensemble des charges fiscales ou autres frappant la prestation ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, et au transport jusqu'au lieu de livraison.

Les établissements parties souhaitent bénéficier de prix franco de port, et de l'exonération de frais divers.

### **10.3 - Prix de référence**

Les prix du marché public sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de réception des offres (Mois M0).

Les prix de référence du marché public sont les prix nets HT, figurant sur le bordereau des prix unitaires annexé à l'acte d'engagement du lot concerné.

### **10.4 - Variation des prix**

Les prix du marché public sont révisibles à chaque date anniversaire du marché public, par ajustement aux prix du présent marché public.

La demande de révision avec les éléments justificatifs détaillés doit être formulée par l'envoi d'un courrier recommandé avec accusé de réception. Le courrier doit être réceptionné **TROIS (3) mois**, avant la date prévue pour l'application de la révision.

L'absence, à cette échéance, d'une demande de révision des prix a pour conséquence le maintien de l'offre initiale.

Le titulaire doit joindre à sa demande de révision le Bordereau des Prix Unitaires révisé.

Clause butoir : L'évolution des prix résultant de l'application des dispositions qui précèdent est limitée à une augmentation de 2% par an. Le montant de l'augmentation s'apprécie en comparant les prix ligne à ligne du BPU de l'année N -1 avec les prix révisés.

### **10.5 - Ristourne sur chiffre d'affaires de la période**

Le titulaire indique à l'acte d'engagement et au bordereau des prix unitaires du lot concerné une ristourne sur chiffre d'affaires qu'il réalise durant chaque période du marché public. Cette clause vise à appliquer en fin de chaque période du marché public, dans le cadre du présent marché public, une ristourne en raison des quantités réalisées au cours de la période concernée. Elle permet de prendre en compte la réalité des achats effectués auprès du titulaire.

### **10.6 - Offres de prix promotionnelles**

En cours d'exécution, et à l'initiative du titulaire, les prix figurant au marché public pourront temporairement évoluer à la baisse dans le cadre d'offres de prix promotionnelles, sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant.

Le titulaire adresse aux établissements parties concernés son tarif promotionnel par mail, en précisant :

- La liste des produits ou pages du catalogue concernées par l'offre promotionnelle ;
- sa durée de validité.

A l'expiration de la période de promotion, les prix du marché public initial sont à nouveau en vigueur.

## **Article 11 - Modalités de règlement des comptes**

### **11.1 - Facturation**

Par dérogation à l'article 11.3.2 du CCAG-FCS, à l'issue de l'admission de chaque prestation, les factures afférentes au marché public portent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom et adresse du titulaire ;
- La date de la facture ;
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- Le numéro de marché ;
- Le numéro du bon de commande / fiche de laboratoire ;
- La désignation et référence de la prestation du BPU exécutée et admise ;
- La date de livraison ;
- Le numéro de Bon de Livraison ;
- Le numéro de patient anonymisé (LOGOS pour le CHU de Rennes) ;
- Le coût unitaire hors T.V.A. de la prestation exécutée ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors TVA, leur montant toutes taxes comprises ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies hors TVA et toutes taxes comprises ;
- Le taux et le montant de la T.V.A. si applicable;
- Les montants totaux HT et TTC de la prestation.

Concernant les établissements CHU de Rennes, et les Centre Pénitenciers, le titulaire fournit une facture mensuelle par établissement et par marché des travaux terminés facturables. Il est établi une facture par bon de commande pour les autres établissements parties.

Toute modification des références sociales ou bancaires figurant au marché public et reprises dans les factures doit être signifiée aux établissements parties concernés. Les factures ne correspondant pas aux prescriptions figurant ci-dessus sont rejetées et retournées à l'expéditeur.

Afin de pouvoir respecter le délai de paiement, les factures sont impérativement transmises par voie électronique.

Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.

Chaque facture est accompagnée d'un récapitulatif de la facture selon les modalités décrites ci-dessous :

- Format : Excel

- N° patient anonymisé (LOGOS pour le CHU de Rennes), Date de livraison, Référence BPU, Désignation BPU, PU HT, quantité.

La facturation électronique doit passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro» (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>).

Le code service à indiquer est :

- CHU de RENNES : ACHATS
- CH de La Roche aux Fées : (pas de code service)
- CH de Guillaume Régnier: 3SE

Concernant les établissements CHU de Rennes, et les Centre Pénitenciers, le numéro d'engagement à indiquer sur CHORUS est : FD.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon des modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, le CHU de Rennes doit rejeter la facture transmise en avertissant le titulaire au préalable et l'invitant à utiliser «Chorus ».

Néanmoins, et uniquement sur demande expresse écrite de l'établissement partie concerné, possibilité est laissée d'utiliser un autre moyen de transmission de facture.

## **11.2 - Règlement**

Le règlement des factures s'effectue suivant les règles de la comptabilité publique et dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG-FCS. Il ne peut toutefois être effectué qu'à compter de la date de réception de la facture, ou, si la date réception de la facture est antérieure à la réception des produits/prestations, à compter de la date d'admission de ceux-ci.

Le règlement est effectué par mandat administratif et virement, soit au C.C.P. ou compte bancaire figurant sur l'acte d'engagement.

Conformément à l'article R2192-11, 1° du Code de la commande publique, le délai de règlement est fixé contractuellement à 50 jours, de la date de réception de la facture par l'établissement partie concerné jusqu'au décaissement par le Comptable public.

Le délai global de paiement ne prend effet que si les factures sont envoyées selon les modalités fixées à l'article 11.1 du présent CCAP.

Le délai de paiement peut être suspendu par l'ordonnateur ou le comptable public quand les pièces justificatives ne sont pas produites dans les délais impartis, ou en cas de litige notifié au titulaire sur les sommes dues.

Le défaut de paiement dans le délai prévu ci-dessus donne droit au versement d'intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le défaut de paiement donne également droit au versement d'une indemnité forfaitaire de 40 euros, pour frais de recouvrement.

Les comptaables assignataires sont mentionnés à l'annexe 2 du présent CCAP.

## **11.3 - Titre de recette de la ristourne de fin de période**

A la fin de chaque période du marché public, l'établissement partie concerné émet au titulaire un titre de recettes du montant correspondant au pourcentage de ristourne de fin de période réalisé par le titulaire durant la période écoulée. Ce pourcentage est fixé à l'acte d'engagement du lot concerné.

Le titulaire dispose d'un délai de 50 jours à compter de la réception du titre de recettes pour s'acquitter de la facture. Le titulaire fournit également un document mentionnant le chiffre d'affaires réalisé sur la période.



## **Article 12 - Titulaire étranger**

La monnaie des comptes des marchés est l'EURO. Le prix libellé en euro reste inchangé en cas de variation des changes. Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne, sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que les établissements parties concernés lui communiquent un numéro d'identification fiscal.

## **Article 13 - Nantissement et cession de créance**

Le titulaire souhaitant céder ou nantir les créances résultant du marché public en fait la demande par écrit au CHU de Rennes. Il reçoit alors de la part de ce dernier :

- soit une copie de l'original du marché public revêtue d'une mention dûment signée par le représentant du CHU de Rennes, indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre au titulaire de céder ou de nantir des créances résultant du marché ;
- soit un certificat de cessibilité conforme à un modèle défini par l'arrêté du 28 juillet 2020 relatif au certificat de cessibilité des créances dans le cadre des marchés publics.

## **Article 14 - Avance**

Il est fait application de l'article B.11.1 du CCAG-FCS.

Lorsque le montant du bon de commande dépasse le seuil de 50 000 euros HT, une avance est accordée au titulaire du marché public dans les conditions suivantes :

- Pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois et inférieure ou égale à douze mois, le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant toutes taxes comprises du bon de commande ;
- Pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à douze mois, le montant de l'avance est égal à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande toutes taxes comprises divisé par la durée prévue pour l'exécution de celui-ci exprimée en mois.

Le délai global de paiement de l'avance forfaitaire court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché.

Le montant de l'avance ne peut faire l'objet d'une clause de variation de prix.

Le titulaire a indiqué à l'acte d'engagement s'il renonçait au paiement de l'avance.

Le remboursement de l'avance effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché public atteint ou dépasse 65% du montant toutes taxes comprises du montant du bon de commande.

## **Article 15 - Pénalités**

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, les pénalités sont appliquées sans mise en demeure ni invitation du Titulaire à présenter ses observations.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant des pénalités n'est pas plafonné.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités sont cumulables et sont dues dès le premier euro.

### **15.1 - Pénalités de retard**

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, il est fait application des pénalités suivantes :

$$P = V * R / 10$$

Dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur de la prothèse ;

R = le nombre de jours ouvrés de retard de livraison ou d'enlèvement.

## 15.2 - Autres pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, il est fait application des pénalités suivantes :

Livraison d'une prothèse ne correspondant pas aux exigences fixées dans la fiche de laboratoire au deuxième essai :

$$P = V * 20 / 100$$

Dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur de la prothèse ;

Livraison d'une prothèse ne correspondant pas aux exigences fixées dans la fiche de laboratoire au troisième essai :

$$P = V * 30 / 100$$

Dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur de la prothèse.

## Article 16 - Propriété Intellectuelle

Il est fait application du CCAG-FCS.

## Article 17 - Résiliation du marché public

### 17.1 - Motifs de résiliation

Le CHU de Rennes se réserve le droit de résilier le marché public à tout moment dans les conditions prévues aux articles 38 à 44 du CCAG-FCS.

La résiliation est prononcée aux torts du titulaire :

- dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG-FCS ;
- lorsqu'une dégradation de la qualité des fournitures ou prestations est de nature à les rendre impropres à l'utilisation prévue au marché public ;
- en cas d'effets indésirables ou imprévus du produit, justifiant un arrêt de prescription,
- en cas de non-respect des délais et horaires de livraison, rupture des approvisionnements et insuffisance du service rendu par le titulaire (informations, suivi des dépôts, erreurs de livraison...) (article 41.1.c) du CCAG-FCS),
- lorsque le prix marché est supérieur au prix publié au Journal Officiel pour la liste des produits et prestations mentionnés à l'Article L. 165-1 du code de la sécurité sociale pris en charge en sus des prestations d'hospitalisation,
- lorsque le prix marché est supérieur au prix publié au Journal Officiel pour la liste des spécialités pharmaceutiques prises en charge en sus des prestations d'hospitalisation mentionnée à l'Article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale (clause spécifiques aux médicaments).

Le CHU de Rennes peut également prononcer la résiliation du marché public pour motif d'intérêt général (par exemple en cas d'évolution des protocoles de soins), dans les conditions d'indemnisation définies à l'article 17.2.2 ci-dessous.

### 17.2 - Indemnités de résiliation

#### 17.2.1 - Résiliation pour faute et pour événements extérieurs ou liés au marché public

La résiliation prononcée aux torts du titulaire, dans les cas indiqués à l'article précédent, ainsi que la résiliation prononcée en application des cas indiqués aux articles 39 et 40 du CCAG-FCS, n'ouvrent pas le droit à indemnité.

#### 17.2.2 - Résiliation pour motif d'intérêt général

En dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS et s'agissant d'un accord-cadre à bons de commande sans engagement minimum, le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnisation.

## **Article 18 - Exécution aux frais et risques du titulaire**

En dérogation à l'article 45.1 du CCAG-FCS, l'établissement partie peut faire procéder à l'exécution du marché public par un tiers aux frais et risques du Titulaire pour toute inexécution des obligations contractuelles.

### **18.1 - En cas de rupture d'approvisionnement en cours d'exécution du marché public**

Dans l'hypothèse où le titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie de la prestation dans les délais et conditions prévus au marché public, les établissements parties concernés se réservent le droit de s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur, après une mise en demeure du titulaire de fournir les prestations restées infructueuses.

### **18.2 - Après résiliation prononcée aux torts du titulaire**

Conformément aux articles 41 et 45 du CCAG-FCS, et en cas de résiliation pour faute, les établissements parties se réservent le droit de s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant.

## **Article 19 - Litiges / Recours**

Tout litige susceptible de s'élever entre le CHU de Rennes, les établissements parties concernés et le Titulaire du marché public à propos de l'interprétation et de l'exécution du présent marché public fera l'objet d'une tentative de règlement amiable, dans les conditions prévues aux articles R2197-1 à R2197-25 du code de la commande publique.

Si les litiges ne peuvent être réglés à l'amiable, les parties saisiront le Tribunal Administratif de Rennes, seul compétent pour connaître des recours contentieux relatifs à l'interprétation et à l'exécution du présent marché public.

## **Article 20 - Dérogations aux documents généraux**

Articles du présent CCAP	Articles du CCAG-FCS auxquels il est dérogé	Objet
4.2	4.1	Pièces constitutives
6.6	20.2.2	Emballages
7	27.3	Modalités de vérification
11.1	11.3.2	Facturation
15	14.1.1, 14.1.2, 14.1.3	Pénalités de retard
17.2.2	42	Indemnités – résiliation pour motif d'intérêt général
18	45.1	Exécution aux frais et risques